

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 29 octobre 2019

Nos réf. : SAER-PER SC-YM/AE19-37  
Vos réf. : Préfecture52-SCPPAT-BE du 10 septembre 2019  
Affaire suivie par : Sandrine CLARISSE et Yves MESLARD  
sandrine.clarisse@developpement-durable.gouv.fr  
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 03 51 37 61 55 / 63 - Fax : 03 51 37 60 01

Le Service aménagement, énergies renouvelables  
Pôle énergies renouvelables

au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)

**Objet :** contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale

<b>Pétitionnaire</b>	<b>SAS PARC ÉOLIEN DE LA COTE DES MOULINS (WKN France)</b>
<b>Commune - adresse</b>	<b>La Genevroye, Mirbel, Vignory</b>
<b>Intitulé du projet</b>	<b>Parc éolien de la Côte des Moulins</b>

Suite à la saisine en date du 10 septembre 2019, mise à disposition le 16 suivant sur la plate-forme collaborative ANAE mais portée à ma connaissance le 15 octobre 2019, j'ai procédé à l'examen du dossier en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, ainsi que les autres thèmes liés à l'énergie relevant de mon service.

En premier lieu, j'ai bien noté que le pétitionnaire présente un projet d'une puissance de 22,5 MW au maximum et qu'il est composé de 5 éoliennes dont le type n'est à ce jour pas défini, d'une hauteur totale maximale de 150 mètres, ainsi que de 2 postes de livraison.

**1) Autorisation d'exploiter énergie :**

Ce projet d'une puissance maximale inférieure à 50 MW ne nécessite pas une autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie. Le pétitionnaire ne l'a d'ailleurs pas sollicitée, le projet étant réputé autorisé.

Toutefois, il est souhaitable que dans le § 1.2.2 de l'étude d'impact, le pétitionnaire remplace le terme « *nécessitera* » par « *nécessite* », puisque l'instruction éventuelle de cette autorisation est effectuée dans le cadre de l'autorisation environnementale et non pas ultérieurement.

**2) Autres thèmes « énergie » :**

**2.1 : Eloignement des éoliennes du réseau de transport d'électricité HTB**

Dans les différentes pièces du dossier, le pétitionnaire évoque à de multiples reprises, la présence de la ligne à 63 000 volts Ailleville - Froncles, qui traverse la zone d'implantation du projet.

Il est notamment indiqué :

- qu'un recul de 175 mètres par rapport à la ligne, correspondant à la hauteur totale d'une éolienne plus 25 mètres, a été prescrit par RTE (étude d'impact - pages 84, 86, 95, 97, 105, 185, 186 et son résumé non technique - pages 23 et 25, étude de dangers - pages 15 et 16, note de présentation non technique - page 14) ;
- que RTE ne préconise pas, dans son avis du 6 mars 2019, de distance à respecter entre les éoliennes et les réseaux (étude d'impact - tableaux 36 et 59 - pages 88 et 185).

Ces éléments appellent les observations et commentaires suivants :

- Dans son avis du 6 mars 2019 figurant en annexe de l'étude d'impact, RTE préconise une distance minimale à respecter L1 de 153 mètres (hauteur totale d'une éolienne + 3 mètres) qui s'établit entre l'axe du mât de l'éolienne et le câble électrique extérieur en position verticale.
- Comme indiqué sur le schéma figurant dans cet avis, il est par ailleurs fait mention d'une distance L2 égale à 3,5 fois le diamètre du rotor (soit 462 mètres) qui, dans l'hypothèse où elle ne serait pas respectée, devrait faire le cas échéant l'objet d'études en vue de définir une solution technique permettant de faire disparaître les risques.
- Au vu des plans du dossier, il apparaît que toutes les éoliennes respectent la distance L1 préconisée par RTE (l'éolienne E5, la plus proche, se trouve à plus de 210 mètres), ce qui permet de garantir que la ligne ne soit pas atteinte en cas de chute d'une éolienne.
- Les éoliennes E2, E3, E4 et E5 restent en deçà de la distance L2 indiquée par RTE. Je prends note des démarches à mener lorsque les câbles se trouvent dans la zone 2 du schéma précité.

En conclusion, il est souhaitable, pour la bonne compréhension du dossier, que le pétitionnaire explicite la valeur du recul minimal de 175 mètres indiquée à de multiples reprises dans la note de présentation non technique, l'étude d'impact et l'étude de dangers. Par ailleurs, les termes « *Pas de distance préconisée* » figurant dans les tableaux 36 et 59 de l'étude d'impact, contradictoires avec les autres éléments du dossier, doivent être rectifiés.

## 2.2 : Réseau électrique interne

Dans l'étude d'impact (§ 1.2.1 - page 9), le pétitionnaire sollicite l'approbation de projet d'ouvrage des liaisons électriques intérieures au titre de l'article L.323-11 du code de l'énergie, alors que celle-ci n'entre pas dans le champ d'application de l'autorisation environnementale. Cette non conformité à la réglementation rend ipso facto le dossier irrégulier.

De surcroît, au vu de la rédaction de cet article présentée dans ce §, il apparaît que le pétitionnaire n'a pas pris en compte les évolutions de la réglementation sur les réseaux électriques. En effet, suite à la publication de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance dont l'article 59 a modifié l'article L.323-11 du code de l'énergie, seules les lignes électriques aériennes de tension supérieure à 50 000 volts font l'objet d'une approbation.

Le réseau électrique interne du présent projet, constitué de liaisons souterraines à 20 000 volts, est soumis aux dispositions de l'article R.323-40 du code de l'énergie (dans sa rédaction issue du décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018), des autres articles qu'il vise et qui le cas échéant le concernent, et des arrêtés d'application, notamment ceux du 17 mai 2001 (arrêté évoqué à l'article R.323-28) et du 25 février 2019 (modalités de contrôle).

Outre ces aspects réglementaires, il est à signaler que les liaisons E2 - PDL1 (à deux reprises) et E3 - PDL2 sont surplombées par la ligne à 63 000 volts précitée. Le pétitionnaire devra donc obtenir, le moment venu, l'accord de l'exploitant RTE sur le passage de ce réseau.

En conclusion, le pétitionnaire doit renoncer à solliciter l'approbation de projet d'ouvrage et supprimer à cet effet le § 1.2.1 de l'étude d'impact.

## 2.3 : Réseau électrique externe

Concernant le réseau « externe », le pétitionnaire évoque une hypothèse de raccordement sur le poste source de Froncles et présente un tracé potentiel du raccordement sur une carte (description de la demande - page 21, étude d'impact - pages 122 et 142, étude de dangers - page 29). Il fait par ailleurs référence à RTE concernant la réalisation de ce raccordement (étude d'impact - pages 121, 122, 126, 135 et 142).

Ces éléments appellent les observations et commentaires suivants :

- sur les cartes, la localisation du poste de Froncles est erronée puisqu'il est implanté plus à l'est ;
- la référence à RTE n'est pas cohérente avec les autres éléments figurant dans le dossier ;
- compte tenu que le raccordement est étudié et réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du gestionnaire du réseau Enedis, postérieurement à l'obtention de l'autorisation, il me semble très imprudent de présenter à ce stade un tracé, même hypothétique, sur une carte.

En conclusion, le pétitionnaire doit modifier les éléments incorrects ou incohérents du dossier en procédant ainsi :

- supprimer les termes « *ou RTE* » ou « */RTE* » (étude d'impact - pages 121, 122, 126, 135 et 142) ;
- indiquer la position réelle du poste de Froncles sur les cartes n° 6 (description de la demande - page 21), n° 105 et 106 (étude d'impact - pages 122 et 142), et n° 20 (étude de dangers - page 29) ;
- il est vivement recommandé de supprimer le tracé figurant sur ces cartes sauf à ce que le pétitionnaire obtienne l'accord formel de Enedis pour le présenter dans le dossier.

## 2.4 : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR)

Dans l'étude d'impact, le pétitionnaire évoque le S3REnR de Champagne-Ardenne validé le 28 décembre 2015 par le préfet de région (page 80). Il indique également que RTE a fait part au préfet de région de son intention d'engager la révision du schéma à l'échelle du Grand Est et présente un planning prévisionnel afférent à cette révision (page 81).

Ces éléments appellent les observations et commentaires suivants :

\* concernant le schéma en vigueur :

- aujourd'hui, la capacité restant à affecter aux EnR sur le poste de Froncles est nulle (*source caparéseau*) ;
- dans la zone d'influence de ce poste, un projet de parc éolien est autorisé et d'autres sont en cours d'instruction.

\* concernant la révision des schémas :

- je confirme que le 17 décembre 2018, RTE a fait part au préfet de région de son intention d'engager la révision des S3REnR de Champagne-Ardenne, de Lorraine et d'Alsace à l'échelle de la région Grand Est. Il ne peut cependant être présagé aujourd'hui de la nature et de la localisation des ouvrages qui seront retenus dans le futur schéma ;
- la présentation du planning est inopportune, eu égard à son caractère réservé et aléatoire.

En conclusion, le pétitionnaire doit supprimer l'ensemble des éléments relatifs à ce planning figurant dans l'étude d'impact (page 81).

## **Conclusion :**

### **A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie**

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure. Comme indiqué au § 1 du présent avis, il est souhaitable que le pétitionnaire procède à une correction du § 1.2.2 de l'étude d'impact.

### **B) Autres thèmes « énergie »**

#### **Eloignement des éoliennes du réseau HTB**

Comme indiqué en conclusion du § 2.1 du présent avis, il est souhaitable que le pétitionnaire explicite la valeur du recul minimal de 175 mètres. Les tableaux 36 et 59 de l'étude d'impact doivent être corrigés.

#### **Réseau électrique interne**

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé **irrégulier** (non conformité à la réglementation de l'autorisation environnementale). Le pétitionnaire doit renoncer à solliciter l'approbation de projet d'ouvrage en modifiant son dossier selon les indications figurant en conclusion du § 2.2 du présent avis.

#### **Réseau électrique externe**

Le pétitionnaire doit modifier son dossier selon les indications détaillées dans la conclusion du § 2.3 du présent avis. Il lui est vivement recommandé de supprimer le tracé figurant sur les cartes sauf à ce qu'il obtienne l'accord formel de Enedis pour le présenter dans le dossier.

#### **Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables**

Comme indiqué en conclusion du § 2.4 du présent avis, le pétitionnaire doit supprimer l'ensemble des éléments relatifs au planning prévisionnel de la révision du schéma.

Je recommande que l'avis de RTE (Groupe Maintenance Réseau Champagne-Morvan - BP 29 - 10150 Creney-près-Troyes) soit sollicité dans le cadre de la consultation administrative.

Les éléments conclusifs ci-dessus ne valent que si la consistance du projet actuellement présentée dans le dossier est maintenue lors de l'instruction.

En tout état de cause, dans le cas où le dossier devrait faire l'objet d'une instruction complémentaire dans le cadre de la recevabilité, le SAER de la DREAL devra être consulté sur la base du dossier complété, afin de pouvoir apporter des éléments actualisés sur les capacités réservées dans les postes sources par le S3REnR, dont le suivi -en particulier, la capacité restant à affecter- est assuré à tout instant par le SAER.

La cheffe du pôle énergies renouvelables adjointe,



Lyne RAGUET